Union Départementale de l'Economie Sociale et Solidaire Hautes-Alpes

Assemblée Générale
Vendredi 20 avril 2012
Gap – Chambre d'agriculture

Rapport d'Activité

2011

Bref historique	2
Le fonctionnement statutaire : AG, CA, bureau, commissions, adhésions	3
Partenariats, reconnaissance et représentation	8
Le dialogue social territorial : la CPID 05	12
Les services aux entreprises de l'ESS	14
L'annuaire professionnel de l'ESS 05	16
Les Etats Généraux de l'ESS	17
Le 6ème Forum de l'ESS des Hautes-Alpes	19
Un nouveau plan d'action	21

Union départementale de l'économie sociale et solidaire des Hautes-Alpes

Udess 05 2 avenue Lesdiguières 05000 GAP Tél 04 92 56 02 03 udess05@udess05.org

BREF HISTORIQUE

En 2002, voulant présenter une liste « employeurs de l'économie sociale » aux élections prud'homales, à Gap, des militants associatifs et mutualistes se mobilisent. La campagne électorale des six candidats est couronnée de succès (51,5 % des suffrages). Elle révèle

- l'intérêt partagé par les présidents et directeurs de mutuelles et d'associations de mieux se connaître, de faire la promotion de l'ESS et d'y travailler ensemble
- le besoin de donner une suite à la campagne.

En 2006, une douzaine de responsables d'associations, de mutuelles et de coopératives se regroupent au sein de l'***Association pour la Promotion de l'Économie Sociale dans les Hautes-Alpes*** pour organiser un 1er **forum suivi d'un second en 2007**, toujours dans le cadre du Mois de l'ESS institué par la **Cress de Paca** qui soutient les deux manifestations.

Le 23 janvier 2008, ***l'Union départementale de l'économie sociale et solidaire des Hautes-Alpes*** est créée au cours de l'assemblée générale constitutive réunissant trente responsables d'entreprises de l'ESS.
Le 3 décembre 2008, la liste des employeurs de l'ESS recueille 54,15 % des suffrages exprimés dans la section activités diverses. Elle obtient 3 sièges sur 5.

Depuis cette date, l'Udess 05 poursuit les missions qu'elle s'est fixées : représentation, promotion et soutien de l'ESS. A ce jour, dans le paysage national de l'ESS, elle est encore (provisoirement) la **seule organisation départementale** déclarée et agissante.

page 6 Mercredi 14 novembre 2007 — Le Dauphiné Libéré

VOTRE RÉGION

TROIS QUESTIONS À...

Denis Philippe
président de la Mutualité française Hautes-Alpes

« Une tradition haut-alpine »

■ **Quelle portée peut avoir ce Mois de l'économie sociale et solidaire dans notre département ?**
« Au sein de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est dans les Hautes-Alpes que l'ESS est la plus importante, comme le montrent les chiffres de l'Insee. On recense 580 entreprises de ce type sur un total de 5 500. Il y a une tradition haut-alpine car dans le Queyras, il y a très longtemps, des gens ont fait de l'économie sociale avant l'heure en se mutualisant pour fabriquer les fameux jouets. En fait, comme "monsieur Jourdain", ils faisaient de la prose sans le savoir. »

■ **L'ESS est-elle une forme différente d'entreprendre ?**
« On a les mêmes problématiques qu'une entreprise traditionnelle mais c'est la philosophie même de l'entreprise qui est différente. Le but est le progrès pour tous, solidaire. »

■ **En tant que président de l'Association pour la promotion de l'économie sociale dans les Hautes-Alpes, pourquoi rattacher le Forum des employeurs aux prochaines élections prud'homales ?**
Vendredi dernier, on a voulu leur donner les informations techniques indispensables à l'inscription sur les listes électorales et à la présentation des candidats aux prochaines élections de décembre 2008, avec leurs actions possibles au sein des conseils de prud'hommes. Il est temps qu'on s'organise pour que les employeurs soient représentés dans les différentes instances, alors qu'on note une réelle volonté des acteurs de l'ESS d'être présents dans le paysage judiciaire. Lors des élections de 2002, la liste des employeurs de l'ESS des Hautes-Alpes a recueilli 51,5 % des voix, obtenant ainsi deux sièges dans la section "employeurs activités diverses". Lors de ce forum, on a souligné les rapports du monde associatif avec les magistrats des prud'hommes. Pour accélérer les choses, dès la fin du forum, on a dissous l'association pour créer une UDDESS (Union départementale des employeurs de l'économie sociale et solidaire). »

Propos recueillis par Patrice BARNEOUD-ROUSSET

ÉCONOMIE Mois de l'Économie sociale et solidaire

Entreprendre autrement

HAUTES-ALPES

Initié en 2003 par la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress Paca), le mois de l'Economie sociale et solidaire se tient depuis chaque novembre. Des manifestations s'adressant à des publics variés sont destinées à mieux faire connaître la richesse et le dynamisme de cette façon unique de concilier l'économique et le social. Des acteurs diversifiés agissent sur l'ensemble des secteurs d'activités de notre économie régionale, au premier rang desquels les associations, les coopératives et les mutuelles. « Lors de sa création, c'était la première fois qu'il y avait une manifestation de cette envergure sur une région regroupant ces acteurs, précise Catherine Heuzé, chargée de mission à la Cress. Jusqu'à l'an dernier, il n'y en avait qu'une en Paca mais cette année, cinq autres régions ont repris le concept sur le même modèle. Vu le succès, on prévoit pour novembre 2008 un mois de l'ESS qui concernera les 26 chambres régionales. »

Produire autrement

Pourquoi un tel engouement ? « On démontre qu'il y a une autre façon de pratiquer l'économie. L'histoire de l'Economie sociale et solidaire est une forme différente d'entreprendre, l'argent et le capital ne sont pas une fin mais un moyen au service de l'homme, acteur de la satisfaction de ses besoins individuels et collectifs. La logique du marché est présente mais le capital n'est pas là pour faire la loi mais est un outil destiné à produire de la solidarité et du progrès pour tous, à tous les niveaux. Face aux mutations du monde actuel, les acteurs de cette économie, notamment les organismes associatifs et les grandes mutuelles, font la preuve au quotidien qu'il est possible de produire, d'entreprendre, de consommer, de vivre autrement. » L'économie sociale et solidaire, c'est 12,7 % des salariés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Cela contribue à ce que les décideurs, élus ou non, nous prennent en compte. En tout cas, cela commence », conclut Catherine Heuzé.

Les Hautes-Alpes plus dynamiques que la région

Selon Thomas Guerin, chargé de mission à l'observatoire régional de l'ESS, « les Hautes-Alpes sont un département plus dynamique que la moyenne régionale avec 50 % d'établissements supplémentaires. On constate étonnamment qu'on y créé plus d'emplois de manière globale et plus en économie sociale. Cela est notamment dû à un fort développement associatif ». L'Insee a recensé une meilleure implantation des employeurs de l'ESS qu'en moyenne régionale (2,6 % de plus) et une part des salariés ESS supérieure de près de 6 %.

« Soit près d'un salarié haut-alpin sur 5 ». Le nombre d'employeurs de l'ESS dans les Hautes-Alpes a augmenté de 14,2 % en trois ans, soit 63 % plus vite qu'en moyenne départementale et le nombre de salariés de 15,1 % sur la même période, soit 34 % plus vite qu'en moyenne départementale.

Par secteur d'activité, les trois progressions les plus fortes pour les employeurs concernent dans l'ordre les assurances (45 %), la culture et l'audiovisuel (28 %) et les sports-loisirs (11 %), « avec une progression supérieure à la moyenne régionale pour les deux premiers ». Pour les salariés, il s'agit des services aux entreprises (68 %), « dont la croissance est plus de deux fois supérieure à la moyenne régionale », la culture (47 %), puis les assurances (29,8 %).

Patrice BARNEOUD-ROUSSET

Thomas Guerin, Jeanine Soulier, conseiller prud'homal, François Malbave, directeur de la radio "Mistral" à Manosque, Denis Philippe, président de l'Association pour la promotion de l'économie sociale dans les Hautes-Alpes et de la mutualité française Hautes-Alpes, Albane Boulay, chargée de mission à l'Association des employeurs de l'Economie sociale et Jean-Pierre Bourdier, président du conseil des prud'hommes de Gap ont animé le Forum au conseil général vendredi.

REPÈRES

CHIFFRES DE L'ESS EN PROVENCE

■ - 10 % d'établissements supplémentaires en trois ans soit 46 500 en 2007 (42 900 associations, 2 800 coopératives, 800 mutuelles et assurances mutuelles)
- 12,7 % des salariés soit 133 000
- 19,6 % des femmes salariées soit 61 000 équivalents temps plein
- 6 % des employeurs soit 12 300.

CHIFFRES HAUT-ALPINS

■ - 15,1 % (2 017 contre 1 753) d'établissements supplémentaires entre 200 et 2007 (1 743 associations, 238 coopératives, 36 mutuelles)
- En 2005, 580 employeurs pour un total de 5 500 dans les Hautes-Alpes (10,6 %)
- En 2005, 5 381 salariés pour un total de 29 000 (18,6 %)
- Entre 2002 et 2005, l'Économie sociale et solidaire a vu son nombre d'employeurs augmenter de 14,2 % (contre 8,1 % pour l'ensemble des employeurs) et son nombre de salariés de 15,1 % (contre 10,5 % pour l'ensemble des salariés).

POUR EN SAVOIR PLUS

Dans le cadre de cette 5e édition du mois de l'Economie sociale et solidaire, un Forum des employeurs de l'économie sociale des Hautes-Alpes face aux élections prud'homales 2008 s'est déroulé à Gap le 9 novembre, et des rencontres de la vie associative sont prévues le 10 décembre prochain à Gap.

Le Fonctionnement Statutaire

L'assemblée générale

Deux AG ont été convoquées le 8 avril 2011 à la Chambre d'agriculture à Gap. Elles ont réunies une trentaine de participants (adhérents et invités). Elles étaient précédées d'une **réunion d'information sur la prévention des risques psycho-sociaux** avec plusieurs intervenants du Gest 05, de l'UT 05 de la Direccte, d'Act Méditerranée et de Chorum.

L'AG extraordinaire a modifié l'article 9 des statuts relatif au bureau de l'association qui passe de 5 à 7 membres élus par le CA.

L'AG ordinaire a adopté tous les rapports (activité, financier, orientation). Le montant des cotisations annuelles a été reconduit sans modification pour l'année 2012.

Conformément aux statuts, l'AG a élu pour trois ans les membres du **conseil d'administration** (composition page suivante).

Elle a réélu les deux membres constituant la **commission de contrôle des comptes** :

Michel Blando (Mutuelle de France 04-05).
Jean-Claude Bontron (ACSSQ)

Les participants à l'AG ordinaire ont entendu les présentations de

- l'évaluation finale de l'action de sensibilisation à la GPEC, par Mélanie Mulot du Comité d'expansion
- sagess.pro, le réseau social des entreprises de l'ESS, par Sophie Lagarde, stagiaire à l'Udess 05.

Remplaçant le traditionnel annuaire, sagess.pro a été créé par la Cress Paca :

60 professionnels de l'ESS des Hautes-Alpes sont inscrits et profitent de cet outil encore en rodage et perfectible.

Le Dauphiné Libéré du 08/05/11

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN CHIFFRES

L'économie sociale et solidaire dans les Hautes-Alpes, c'est 1 881 entreprises (associations, mutuelles, coopératives...), 2 063 établissements (10 % des établissements employeurs du département), 6 262 salariés (13,1 % des salariés des Hautes-Alpes), 5 193 équivalents temps plein et 131,1 millions d'euros de salaires bruts distribués.

Le Dauphiné Libéré du 08/05/11

UDESS Un nouveau conseil d'administration

Yves Gimbert succède à Denis Philippe

Yves Gimbert est le nouveau président de l'Udess 05.

HAUTES-ALPES

L'Union départementale de l'économie sociale et solidaire (Udess) des Hautes-Alpes, qui fête cette année ses trois ans, s'est donné dernièrement un nouveau président à l'issue du renouvellement de son conseil d'administration.

Il s'agit d'Yves Gimbert, 65 ans. Instituteur de formation, il a toujours œuvré dans le domaine associatif pour finir, l'heure de la retraite sonnant, directeur général des Peep 05.

Secrétaire général de l'Udess 05 pendant trois ans, président de la JPA 05 et de l'Usgères, il succède à Denis Philippe (Mutualité française) qui ne souhaitait pas renouveler son mandat, convaincu de la nécessité d'une présidence tournante au sein de cette Union.

Un annuaire des entreprises en gestation

« Se rassembler pour se connaître, pour se faire connaître et pour se faire reconnaître » était l'objectif de l'ancienne équipe.

« Il y aura poursuite de ce triple objectif » annonce d'emblée le nouveau président. Et les idées pour y arriver ne manquent pas. « Cela va passer d'abord par la création d'un annuaire des entreprises haut-alpines de l'économie sociale et solidaire » détaille Yves Gimbert.

« Ensuite, il va falloir développer les moyens humains et matériels de l'Udess 05, améliorer la communication et mettre en place une vaste campagne d'adhésion des entreprises » poursuit-il.

À plus long terme, il s'agira aussi de développer les coopérations avec les organisations dont l'Udess 05 est le complément naturel sur le territoire (Cress Paca, organisations syndicales des employeurs de l'économie sociale et solidaire, responsables institutionnels du département et des organisations professionnelles...).

Enfin, l'Union se propose d'aider les entreprises de ce secteur en mettant en place des actions d'information, de formation et d'échanges de pratiques sur différents thèmes et d'accroître sa représentativité dans les instances départementales en complément de celles déjà assurées (Prud'hommes, CPID, Maison de l'emploi, Mission jeunes...).

Un vaste programme donc qui attend le tout nouveau conseil d'administration de l'Udess 05.

Michel DUSSERRE

POUR EN SAVOIR PLUS
Udess 05, 10 rue Cyprien-Chaix, à Gap. Rens. 04 92 52 19 91 ou udess05@yahoo.fr

Le bureau

Président : Yves Gimbert (JPA 05). Vice-président(e)s : Chantal Tourneux (Coodyssée) et Jean-Claude Eyraud (Mutuelle action sociale 04-05). Secrétaire général : Hugues Guillory (Adelha). Secrétaire adjointe : Brigitte Nectoux (Codes 05). Trésorier : Christian Brun (PEP 05). Trésorier adjoint : Denis Vandenbavière (Adapei 05).

A l'issue de l'AG, le 8 avril 2011, la composition du conseil d'administration était la suivante :

Collège 1 Secteur mutualiste	CHASSAIN Jean-François	MAIF
	EYRAUD Jean-Claude	Mutuelle Action Sociale 04-05
	FROMENT Noël	Adréa Mutuelle
	PHILIPPE Denis	Mutualité Française
	VICENTE Patrick	MGEN
Collège 2 Secteur coopératif	PARA-AUBERT Monique	CASDEN-BP
	TOURNEUX Chantal	Coodyssée
	siège vacant	
	siège vacant	
	siège vacant	
Collège 3 Secteur emploi, formation, éco. solidaire, agriculture, développ. local	DELMAS Bernard	CPIE Haute Durance
	GONNET Patrick	Collectif des actions d'utilité sociale 05
	HORGUES DEBAT Jean	ADRETS
	LAUNAY Sylvia	CPE Alpes du Sud
	RICCI Marie-France	Comité d'expansion Drac Buech Durance
Collège 4 Secteur sanitaire, médico-social, social	BRUN Christian	Les PEP 05
	NECTOUX Brigitte	CODES
	SOULIER Janine	FD ADMR
	VANDENBAVIERE Denis	ADAPEI
	siège vacant	
Collège 5 Secteur animation, tourisme social, sport, loisir, culture	BRETON Christian	Espace Vacances Chadenas - Unat
	CHIAPPINO Daniel	CDOS 05
	GIMBERT Yves	La JPA 05
	GUILLORY Hugues	ADELHA - Ligue de l'Enseignement 05
	MARCHELLO Luc	MJC Briançon - Centre social

Le conseil d'administration

Les statuts exigent un minimum de trois réunions du CA par an et fixent un quorum au tiers des membres convoqués.

En 2011, le CA s'est réuni cinq fois au siège social de l'Udess 05, dans les locaux de la Mutualité Française puis dans ceux d'ADELHA à Gap.

CA du 7 mars 2011

Les administrateurs ont validé le programme établi par le comité de pilotage créé par l'Udess et co-animé par la Cress pour les « *Etats généraux de l'ESS* » dans le 05.

Le CA a décidé d'accueillir en stage de 3 mois une étudiante en licence pro option ESS.

Il a adopté le rapport final de l'action GPEC qui s'est déroulée en 2010.

Il a préparé les AG extraordinaire et ordinaire en adoptant tous les rapports et propositions qui seront soumis au vote.

Il a retenu le projet d'organiser, juste avant les deux AG, une réunion d'information sur les risques psycho-sociaux.

CA du 8 avril 2011

Réuni immédiatement à l'issue de l'AG qui a renouvelé pour trois ans sa composition, le CA a élu à l'unanimité les membres du bureau comme suit :

- président	Yves Gimbert	Association	5e collège
- 1ère vice-présidente	Chantal Tourneux	Coopérative	2e collège
- 2e vice-président	Jean-Claude Eyraud	Mutuelle	1er collège
- secrétaire général	Hugues Guillory	Association	5e collège
- secrétaire adjointe	Brigitte Nectoux	Association	4e collège
- trésorier	Christian Brun	Association	4e collège
- trésorier adjoint	Denis Vandenbavière	Association	4e collège

Denis Philippe a fait part de sa satisfaction d'avoir été président durant les trois premières années d'existence de l'Udess 05. Il n'était pas candidat à un 2e mandat, préférant que la présidence soit confiée alternativement à chacune des trois « familles » (mutuelle, coopérative, association) qui composent l'Udess 05.

CA du 5 juillet 2011

Les administrateurs ont coopté Thierry Berland de la Caisse d'Epargne pour occuper un des 3 sièges vacants dans le 2e collège, secteur coopératif.

Le CA a décidé de transférer le siège social au 2 avenue Lesdiguières dans les locaux de l'ADELHA et adopté le calendrier des réunions statutaires.

Il s'est inquiété de l'absence de délibération du CG 05 et de la Région concernant les demandes de subvention de l'Udess 05.

Il a fait le point sur les représentations de l'Udess 05 dans les instances départementales. Il a acté l'élection du président de l'Udess au CA de la Cress.

Il a décidé d'entreprendre une démarche auprès du président de l'UPE 05 afin que la représentation des entreprises au CA du GEST 05 ne soit pas soumise statutairement à une décision préalable de l'UPE 05.

Il a validé le travail du groupe de pilotage qui a suivi le projet « annuaire » confié à la stagiaire Sophie Lagarde et jugé satisfaisant le résultat obtenu.

CA du 11 octobre 2011

Les administrateurs ont entendu les rapports des mandataires à la CPID 05, au GIP Mission Jeunes, à la MDE 05, à la Cress, à la nouvelle Conférence économique départementale.

Le CA a fait le point sur le suivi des demandes de subvention.

Il a décidé de retarder l'adoption du budget 2012 et de créer une commission projet.

Il a validé le programme du 6e forum préparé par la commission Evènements.

CA du 20 décembre 2011

Les administrateurs ont fait le bilan du 6e forum et décidé de trouver un prestataire à qui confier l'organisation du 7e forum en lien avec la commission.

Le CA a validé la prise de position au SPEL 05 du président de l'Udess 05 concernant les emplois aidés.

Il a pris connaissance du plan d'action 2012 de la MDE.

Il a mandaté Yves Gimbert pour représenter l'Udess 05 au CDIAE et Patrick Gonnet à la réunion organisée par l'UT 05 Direccte pour la création de l'entreprise adaptée à Veynes.

Il a adopté le plan d'action 2012 préparé par la commission projet et le budget 2012 préparé par la commission finances.

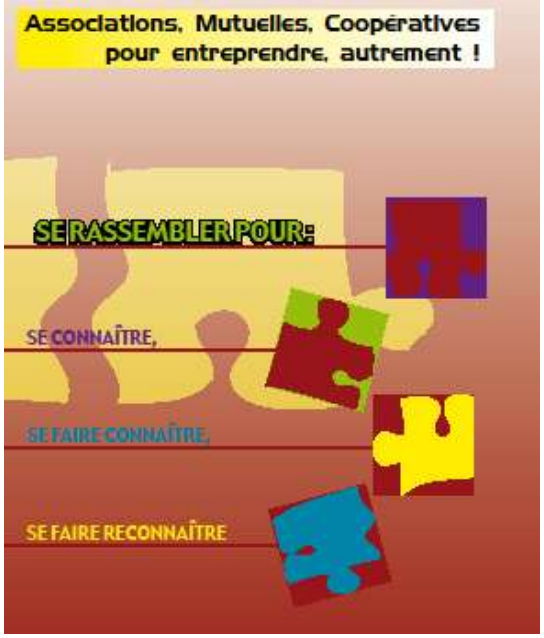
Le bureau

Il s'est réuni à 7 reprises, notamment avant chaque réunion du CA afin d'arrêter l'ordre du jour et d'organiser la séance de travail.

Les commissions

Le CA crée des commissions ou groupes de travail ou encore comités de pilotage se réunissant autant que de besoin pour préparer les décisions du CA.

Ces commissions sont un peu à géométrie variable afin de permettre à tous les administrateurs d'y participer ainsi qu'à des militants extérieurs au CA.



Commission	Membres	Missions
Comité de pilotage **Etats Généraux de l'ESS** animé par la Cress	Yves Gimbert Patrick Gonnet Hugues Guillory Jean Horgues Debat Sophie Lagarde Janine Soulier Chantal Tourneux Denis Vandenbavière	• Tables citoyennes • Forum départemental « Mobilité & aménagement du territoire »
Annuaire Stagiaire	Yves Gimbert Hugues Guillory Jean Horgues Debat Sophie Lagarde Claudine Masurel	• Accueil d'un stagiaire de l'IUT pour établir et dépouiller un questionnaire sur les attentes vis-à-vis de l'Udess
Évènements	Jean-Claude Eyraud Yves Gimbert Claudine Masurel Brigitte Nectoux Chantal Tourneux Denis Vandenbavière	• Organisation du 6e forum annuel
Projet	Yves Gimbert Patrick Gonnet Hugues Guillory Jean Horgues-Debat Luc Marchello	• Elaborer le nouveau plan d'action
Finances	Christian Brun Yves Gimbert Denis Vandenbavière	• Préparer le budget

Les adhésions

En 2008, l'Udess 05 a enregistré 29 adhésions représentant 4 020 € de cotisations.

En 2009 et 2010, faute d'avoir organisé une campagne d'adhésion, leur nombre a diminué : 26 adhésions et 3 350 € de cotisations puis 14 adhésions et 1 520 €.

En 2011, 30 entreprises de l'ESS ont adhéré et versé 4010 € de cotisations.

Ce résultat témoigne de la **représentativité** de l'Udess 05, car il faut tenir compte que

Le Dauphiné Libéré 3 mars 2011

TROIS QUESTIONS À...

Yves Gimbert

Secrétaire général de l'Union départementale de l'économie solidaire et sociale

« L'économie sociale et solidaire est créatrice d'emplois »

■ Qu'est-ce que l'Udess 05 (union départementale de l'économie solidaire et sociale) ?

« L'Udess 05 est née de la volonté d'employeurs haut-alpins du secteur de l'économie sociale et solidaire.
Elle regroupe actuellement des associations, des mutuelles d'assurance et de santé, et des coopératives de toutes tailles issues de nombreux champs d'intervention : social, médico-social, sanitaire et social, éducation populaire, insertion par l'activité économique, culture, sports et loisirs, tourisme social, enseignement et formation, agriculture, bâtiment, banque, assurance... »

■ Comment expliquez-vous le poids de l'économie sociale et solidaire, en termes de créations d'emplois salariés dans notre département ?

« Il y a des particularités liées à la taille du département, et d'autres plus culturelles, plus difficiles à cerner. Le secteur du social concerne le plus grand nombre d'emplois de l'ESS dans le département, 2409 salariés en 2008. Vient ensuite le domaine de la santé avec 795 salariés. Dans ce secteur médico-social, on a, dans le département, des associations qui gèrent de grosses structures.
Dans notre département, le tourisme social est également important avec 456 salariés. C'est-à-dire qu'il y a de nombreux centres de vacances ou villages de vacances qui sont gérés par des associations. Il y a aussi des coopératives agricoles.
L'éloignement joue aussi. On constate un fort réseau dans les vallées éloignées.
Tout cela fait que l'économie sociale et solidaire est créatrice d'emplois. »

■ Quelles sont les particularités de l'économie sociale et solidaire ?

« Il faut voir que cette économie-là n'est pas à côté de l'économie en général. Elle est totalement imbriquée. Il n'est pas rare, par exemple, de voir des commerçants créer une coopérative. On trouve aussi beaucoup d'associations qui font de la prestation de service aux entreprises.
L'économie sociale et solidaire répond aux besoins de la population, mais ne se limite pas à ça. On est également dans la production. »

Propos recueillis par Véronique OURY

- → L'Udess 05 est encore dans sa phase de démarrage et ses moyens humains sont encore limités au **bénévolat**
- → **Plusieurs adhérents sont des fédérations ou des « têtes de réseau »** qui représentent **plusieurs dizaines de structures de l'ESS**
- → La composition des adhérents reflètent la **diversité de l'ESS des Hautes-Alpes aux plans de la taille, du secteur d'activité et des statuts des entreprises**
- → On retrouve cette diversité dans la composition du CA
- → Le CA a estimé qu'une vraie campagne de communication pour favoriser l'adhésion ne pouvait être entreprise avant que l'Udess 05 ait engagé des actions, qu'elle se soit « installée » dans le paysage socioprofessionnel 05 et qu'elle se soit dotée de moyens humains et matériels.

Pour affirmer le rôle, la place, et l'importance des entreprises de l'économie sociale afin qu'elles soient effectivement reconnus comme acteurs de la vie économique et sociale

Pour montrer que les organisations de l'économie sociale mettent en oeuvre un ensemble de principes qui les caractérisent, les distinguent et les unissent

Pour conquérir une réelle représentativité de l'économie sociale, en tant que partenaires sociaux à part entière

Pour peser sur les instances départementales, services de l'Etat et élus locaux, afin que soient reconnues nos spécificités

Mais aussi pour une meilleure connaissance de nos devoirs et la défense de nos droits

Regroupons-nous au sein de l'UDESS 05

Partenariats
Reconnaissance et Représentation de l'ESS 05

Conformément à l'objet statutaire de l'Udess 05, le CA a décidé de mettre en œuvre, dès sa première année de fonctionnement, deux objectifs prioritaires :

> affirmer la présence de l'économie sociale et solidaire dans les Hautes-Alpes en assurant une mission générale de représentation,

> dialoguer avec toutes les forces économiques, sociales et politiques du département,

auxquels s'ajoute naturellement :

> développer des partenariats, notamment avec des membres de l'Udess

Partenariats

Mutualité Française

Depuis 2002, sous l'impulsion de Denis Philippe, la Mutualité Française joue un rôle primordial dans les Hautes-Alpes en faveur de la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire.
Jusqu'en juillet 2011, la Mutualité Française a accueilli le siège social de l'Udess 05 et a fourni le secrétariat administratif.

FD ADMR

Autre membre fondateur, la fédération des ADMR a assuré la comptabilité de l'Udess durant les exercices 2009 et 2010.

Adelha – Ligue de l'enseignement 05

Adelha a mis en place une liste de diffusion ESS-Info ouverte aux adhérents de l'Udess 05 et à toute organisation souhaitant recevoir et communiquer des informations relatives à l'ESS.
Le CA a décidé en 2010 de lui confier une fonction rémunérée : le secrétariat de la CPID 05 durant toute l'année 2011.
Le siège social a été transféré dans ses locaux en juillet 2011. Le nouveau secrétaire général de l'Udess 05 Hugues Guillory est délégué général d'Adelha.

Les PEP 05

Le nouveau trésorier de l'Udess 05 Christian Brun est président des PEP 05. Le CA a confié la comptabilité à son association. Pour l'exercice 2011, à titre temporaire, la tenue des comptes a été effectuée bénévolement par le trésorier lui-même.

Adrets

Cette association dirigée par Jean Horgues-Debat (membre du CA) a accueilli et « tutoré », pendant trois mois, pour le compte de l'Udess 05, la stagiaire Sophie Lagarde chargée de la mise en place d'un annuaire.

Comité d'expansion Drac, Buech, Durance

Avec efficacité, le comité d'expansion a assuré pour l'Udess 05 le suivi et l'ingénierie de l'action de sensibilisation à la GPEC terminée en début d'année 2011.

Cress Paca

Grâce à une évolution récente de ses statuts, le CA de la Cress a accepté le 15 septembre 2010 l'adhésion de l'Udess 05 et l'AG du 8 juin 2011 a permis à l'Udess 05 d'être représentée au CA par son président Yves Gimbert.

Deux autres responsables de l'Udess 05 siègent au CA de la Cress en tant que représentants de leurs organisations d'origine : Denis Philippe (Mutualité) et Hugues Guillory (Ligue de l'enseignement).

Les coopérations entre les deux structures sont aussi fréquentes qu'évidentes.

A titre d'exemples :

- l'Observatoire de l'ESS en Paca est régulièrement sollicité
- pour réaliser son annuaire de l'ESS 05, l'Udess a choisi sagess.pro et l'a fait connaître à une soixantaine d'entreprises
- la préparation des Etats généraux a été une co-construction efficace et appréciée
- la Cress a pour objectif de favoriser l'émergence d'autres « udess » sur les territoires de Paca.

ledauphine.com mercredi 1er juin 2011

HAUTES-ALPES

L'économie sociale et solidaire progresse

L'économie sociale et solidaire, c'est plus de 12 % de l'emploi haut-alpin.

La chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de sortir son "Panorama et enjeux" 2011. Elle rappelle par cette centaine de pages l'importance croissante de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans l'économie générale locale, régionale et nationale, fondée sur « des principes et des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité ». Exemple : 8,6 % des entreprises privées de la région s'inscrivent dans l'ESS, soit +3,5% par an de 2002 à 2008. Elle représente pour les Hautes-Alpes plus de 9 % des établissements privés et publics et plus de 12 % de l'emploi total haut-alpin : +15 % en 3 ans.

Ce panorama 2011 est disponible auprès de l'Union départementale de l'économie sociale et solidaire, 10 rue Cyprien-Chaix 05000 Gap ; 04 92 52 19 91

Uniformation

L'OPCA de l'économie sociale était partenaire de l'Udess 05 pour l'action GPEC, ayant financé les modules de formation réalisés en 2010.
En 2011, sollicité par l'Udess 05, Uniformation a rejoint l'accord de partenariat initié par la CPID 05 en faveur de la formation professionnelle des saisonniers.

IUT de Gap

L'Udess 05 a la volonté de se rapprocher des établissements d'enseignement et de formation afin que progressivement l'ESS soit prise en compte dans les cours d'économie. Depuis décembre 2009, des représentants de l'Udess 05 siègent dans les jurys de professionnels chargés d'évaluer et d'accompagner les projets de création d'entreprise fictive des étudiants de GEA. En 2010, une étudiante de l'IUT a été accueillie en stage. L'expérience est appelée à être renouvelée.

AEES, Usgeres, Gema et Unifed

Avec ces quatre organisations professionnelles de l'ESS, qui n'ont pas d'organisation départementale, l'Udess 05 souhaite poursuivre, dans le prolongement des élections prud'homales de décembre 2008, le partenariat et la complémentarité.
Deux responsables de l'Udess 05 siègent au collège régional Paca de l'Usgeres en tant que représentants de leurs syndicats nationaux : Janine Soulier (UNADMR) et Yves Gimbert (Snaless).
En 2011, l'Usgeres a mandaté Yves Gimbert à la CPID 05 au sein de laquelle il assurait le secrétariat et l'animation.

Reconnaissance et représentation

En 2011, l'Udess 05 a poursuivi son objectif d'amplification de la représentation des entreprises de l'ESS dans le panorama administratif et politique du département, particulièrement dans les instances à caractère professionnel et/ou économique.

Résultat significatif des actions entreprises dans ce domaine, l'Udess 05 a participé (sans avoir à « réclamer » un siège) à la mise en place de la nouvelle Conférence économique départementale.

Etat

L'UT 05 de la Direccte (ex direction du travail) s'est adressé en 2009 à l'Udess 05 en tant qu'organisation professionnelle représentative de l'ESS afin de sensibiliser les dirigeants bénévoles et salariés des petites structures à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Déroulée tout au long de l'année 2010, l'action s'est achevée en 2011 sur un bilan jugé positif et prometteur d'autres actions partenariales à construire.

La Préfète des Hautes-Alpes a réuni le SPEL le 12 décembre 2011 en présence des représentants des acteurs économiques afin d'examiner la situation dégradée de l'emploi et les mesures qui ont été prises pour y faire face.
Représentant l'Udess 05, Yves Gimbert a rappelé que l'ESS était particulièrement impliquée dans les politiques en faveur de l'emploi. Mais il a dénoncé le « stop and go » qui sévit depuis des années en matière de gestion des contrats aidés. Il a présenté les propositions de l'Udess 05 pour une gestion responsable vis-à-vis des personnes et des entreprises associatives.

Conseil régional

Le conseil régional pratique une politique de soutien en faveur de l'ESS, notamment pour sa structuration territoriale et dans l'organisation en 2011 des Etats généraux.
L'Udess 05 a déposé en 2011 une demande de subvention de fonctionnement qui a été satisfaite.

Conseil général

Pour la 6e année consécutive, le forum de l'Udess 05 a eu lieu dans la grande salle de réunion de l'Hôtel du Département. Le président du Conseil général était présent à l'ouverture de la journée.
L'Udess 05 est membre de la **Conférence économique départementale** créée par le CG en 2011.
Les demandes de subvention de fonctionnement présentées en 2010 et en 2011 ont été accordées.

Conseil de prud'hommes de Gap

A la suite des élections pour le renouvellement des membres des conseils de Prud'hommes qui ont eu lieu le 3 décembre 2008, les employeurs de l'économie sociale occupent 3 sièges sur 5 dans la section « activités diverses ».
Lors de l'AG 2011 du CPH, Denis Philippe a été élu vice-président de cette section.
Les trois juges prud'homaux issus de l'ESS bénéficient des formations organisées par l'AEES à Aix-en-Provence (6 journées en 2011).

De G à D : Luc Marchello (suivant de liste), Yves Gimbert (conseiller PH), Denis Philippe (président de la section Activités diverses CPH), Denis Vandenbavière (conseiller PH).

Maison de l'emploi

L'Udess 05, membre adhérent de la MDE, est représentée par Yves Gimbert.
Le site de la MDE est régulièrement utilisé par l'Udess 05 pour diffuser ses informations. Il fournit notamment des informations sur l'ESS dans les territoires haut-alpins en lien avec l'Observatoire régional.

GIP Mission Jeunes

L'Udess 05 est représentée au CA du GIP par Yves Gimbert qui a succédé à Denis Philippe.

Conseil Economique Social Environnemental Citoyen (CESEC) de Briançon

Luc Marchello occupe le siège réservé à l'Udess 05 dans cette instance créée en 2010 qui a pour mission d'éclairer les choix du conseil municipal.

Le dialogue social territorial : la CPID 05

Instance de dialogue territorial interprofessionnel, la CPID 05 est unique en France à l'échelle d'un département. Ella été créée officiellement en 2007 par un accord signé par les partenaires sociaux et suite à la Loi du 4 mai 2004 sur le dialogue social local.

En 2009, l'Udess 05 a rejoint l'Usgeres pour renforcer la participation des employeurs de l'économie sociale. N'étant pas un syndicat, l'Udess 05 siège en tant qu'invité permanent aux côtés des organisations ci-contre (l'UPE 05 y représente le MEDEF et la CGPME).

Cette situation locale ne doit pas occulter la réalité nationale.

> *« Malgré son poids socio-économique et sa contribution à la croissance, le patronat de l'économie sociale ne siège dans aucune instance du dialogue social national et n'est jamais consulté sur les accords interprofessionnels portés à la négociation des partenaires sociaux.*
> *Le système de représentation actuel ne reflète plus la réalité de l'économie. Pouvons-nous encore imaginer que dans un pays à la recherche d'une nouvelle dynamique de croissance, les employeurs d'un salarié sur sept ne soient pas représentés ?*
> *À l'heure où le lien social se délite, comment ne pas reconnaître l'économie sociale qui contribue tous les jours à une économie de proximité et de solidarité par le développement d'emplois non délocalisables ? »*
>
> **Alain Cordesse, président de l'Usgeres**

Chaque syndicat assume à tour de rôle pour un an la fonction de **secrétaire de la CPID**. Ainsi, en 2011 c'était au tour de l'**Usgeres** de l'assumer ce qu'elle a pu faire **grâce à l'appui de l'Udess 05.**

Yves Gimbert a assuré cette fonction avec le mandat, double et complémentaire, de l'Usgeres et de l'Udess 05 et avec l'assistance de Hugues Guillory (Udess 05 - Adelha) et celle de Paul-Alexandre Lucas au siège national de l'Usgeres.

En 2011, la CPID des Hautes-Alpes a travaillé essentiellement sur 3 dossiers :

- La création de **l'association pour le développement du dialogue social dans les Hautes-Alpes** chargée de la gestion des décisions de la CPID 05. Elle est composée des membres de la CPID et présidée par son secrétaire.
- La **prévention des risques psycho-sociaux :** réunions d'information et mise au point d'un livret visant à sensibiliser les salariés et les employeurs.
- Le renouvellement et le renforcement de l'accord de partenariat sur la **formation des saisonniers** (nouveaux partenaires, meilleure publicité, montée en charge).

L'Udess 05 était également représentée par Patrick Gonnet (séances plénières), Denis Vandenbavière (groupe de travail RPS), Christian Breton (comité de suivi de l'accord « saisonniers »).

En tant que secrétaire de la CPID 05, Yves Gimbert est intervenu au **conseil régional de l'emploi réuni le 29 juin par le préfet de région** à Gap

Signature de l'accord de partenariat le 29 juin en préfecture

Puis le 30 septembre à un colloque de l'Agefos-PME à Aix-en-Provence.

Dans les deux cas il s'agissait de présenter la CPID et l'accord « saisonniers », deux innovations émanant du territoire haut-alpin.

Le Dauphiné Libéré

ÉCONOMIE Réunion paritaire de la CPID 05 à Micropolis

Un espace de collaborations au service du social, une spécificité des Hautes-Alpes

24/04/2011

GAP

Lundi après-midi, dans la salle de réunion de la régie de Micropolis, à Gap, la Commission paritaire interprofessionnelle des Hautes-Alpes (CPID 05) s'est réunie pour faire le point des différents dossiers qu'elle mène actuellement.

En véritable espace de collaboration, cet ensemble de partenaires syndicaux des salariés, des employeurs et des partenaires institutionnels est unique en France.

Autour de la table, se trouvaient ainsi l'Union des syndicats et groupements représentatifs dans l'économie sociale et solidaire, représentée par Yves Gimbert, Martine Fougerat-Joubert, secrétaire adjointe du CPID et membre de la CFTC 05, Boris Perdigon, de l'Union pour l'entreprise 05, représentant le Médef, Philippe Cottet, de la CGT, Claude Bardonnenche, de la CFE CGC, et Hugues Guillory de l'Udess.

Étaient également présents le représentant de FO et la Direccte avec la présence du directeur adjoint de l'unité territoriale, Gilbert David, financeur de la CPID 05.

Objectif : renforcer le dialogue social

Cette commission paritaire a notamment organisé la nouvelle association de gestion pour le développement du dialogue social dans les Hautes-Alpes à qui elle délègue la transparence de sa gestion des fonds nationaux provenant de la Direccte.

Dans sa fonction première, la CPID 05 « renforce le dialogue social dans le département » où le tissu économique est essentiellement constitué de petites entreprises, sans délégué du personnel. Elle participe ainsi aux élaborations d'accords collectifs.

Par un accord d'union signé le 5 septembre 2007, la commission a également entrepris de vastes chantiers, notamment sur les risques professionnels, les négociations concernant la formation professionnelle des saisonniers, leurs logements et leurs conditions de travail.

Des ateliers "bien être au travail"

Dans le cadre de ce dialogue social territorial, elle anime aussi des "ateliers pour le bien-être au travail" dont le dernier se tiendra le lundi 9 mai prochain à la MJC de Briançon à 18 h 30.

Ces travaux collectifs font également l'objet de la parution d'une nouvelle plaquette d'information sur "Le souffrance au travail", en cours de conception avec la collaboration de la médecine du travail, Gest 05, Act Méditerranée et Carsat Sud Est.

Actuellement, elle réédite une plaquette à large diffusion dans les établissements scolaires sur le monde de l'entreprise "C'est quoi le monde du travail ?", abordant tous les aspects y affairant : « pour que l'information des droits et des devoirs soit la plus complète possible et préparer ainsi les futurs partenaires de la vie sociale et économique » souligne Yves Gimbert, président de la nouvelle association de gestion pour le développement du dialogue social dans les Hautes-Alpes.

Brigitte TEMPESTINI

Les partenaires de la CPID 05 (qui rassemble des syndicats de patrons, d'employés et des partenaires institutionnels) ont notamment pour objectif de participer à l'élaboration d'accords collectifs dans un département où le tissu économique est essentiellement constitué de petites entreprises, dépourvues de délégués du personnel.

Commission Paritaire Interprofessionnelle Départementale des Hautes-Alpes
CPID 05

Le Dauphiné Libéré 19/04/11

COLLOQUE Stress et souffrance au travail

L'économie sociale n'y échappe pas

Des cas concrets (Adapei 05, ADMR de Chorges) ont souligné l'importance de la prévention des risques professionnels dans l'économie sociale.

GAP

"Comprendre les risques psychosociaux dans l'économie sociale", tel était le thème du colloque organisé à Gap par l'Usgeres (Union des syndicats et groupements d'employeurs représentatifs dans l'économie sociale).

Car, comme l'a dit en introduction Yves Gimbert, secrétaire de la Commission paritaire interprofessionnelle départementale (CPID 05) pour l'Usgeres, « nos salariés, mais aussi nos cadres et nos dirigeants, sont également confrontés à ces souffrances au travail et il faut vraiment prendre conscience de ce problème qui se développe de façon galopante ».

Des risques spécifiques à l'économie sociale

Younès Benhjab (Cides-Chorum) a planté le décor en expliquant comment surviennent les risques psychosociaux au sein de l'entreprise et surtout quels sont les facteurs de risques spécifiques à l'économie sociale (contrat à durée déterminée, temps partiel subi, contacts parfois violents avec le public ou contacts avec des publics difficiles, contraintes de rythme…).

Pour approfondir le sujet, une table-ronde a suivi cette présentation. L'occasion pour les intervenants (inspecteur du travail, médecins du travail, Direccte 05, salariés et cadres dirigeants d'entreprises d'économie sociale…) d'apporter leurs témoignages et d'échanger avec la salle.

Et parfois, les solutions concrètes sont venues de cette dernière.

« Comment voulez-vous que les salariés de petites entreprises s'en sortent tous seuls » lance une personne dans l'assistance, avant de réclamer « d'abord un guichet unique qui permettrait au salarié lambda de savoir à quelle porte frapper en cas de problème et ensuite une coordination entre tous les services qui bossent sur ces problèmes ! ». Ce à quoi lui a répondu une intervenante : « C'est en gestation ! ».

Une chose est sûre, « Dans ces situations de stress et de mal-être au travail, la recherche du dialogue entre tous, inspecteur du travail, médecin, cadres, direction,…, doit être une priorité », comme l'a résumé en conclusion Denis Philippe, le président de l'Udess 05.

Michel DUSSERRE

8 JUILLET 2011 — ALPES

CONSEIL RÉGIONAL DE L'EMPLOI DÉLOCALISÉ

Le 29 juin, Hugues Parant, Préfet de la région PACA, présidait le Conseil Régional de l'Emploi qui se tenait en Préfecture. Une façon de s'appuyer sur les acteurs départementaux liés à cette problématique.

Une stratégie locale pour l'emploi

Le Conseil Régional pour l'Emploi, installé à Marseille en février 2009, a pour visée de donner la possibilité aux acteurs locaux, élus, représentants de l'Etat et organisations patronales et syndicales, d'être regroupés, sous pilotage de l'Etat, et de travailler ensemble à une vision territoriale favorisant l'emploi. Chacun peut devenir force de proposition pour améliorer localement la situation du chômage. Mais même au sein d'une même Région les problématiques qui se posent ne sont pas les mêmes selon les départements, exemple de la spécificité montagne des Hautes-Alpes. C'est pourquoi le Préfet de Région, Hugues Parant, a décidé de délocalisé ces Conseils afin que la fréquentation locale soit accrue. Si le 1er des Conseils délocalisés s'est tenu en avril à Avignon, le 2e s'est tenu à la Préfecture de Gap où plus d'une centaine de personnes y assistait. « *Cela est aussi plus stimulant pour les décideurs publics qui s'expriment sur une réalité de terrain* », expliquait Hugues Parant.

Les acteurs locaux ont donc pu évoquer les problématiques propres au département et les faire connaître ; parler de ce qui est mis en place au sein de l'Etat ; tenter de comprendre pourquoi alors que la reprise économique est avérée l'emploi ne suit pas et donc déclencher chez les entrepreneurs une dynamique de l'embauche ; faire le point sur l'emploi saisonnier et la pluriactivité, source d'emplois précaires.

Le taux de chômage des Hautes-Alpes est de 8%, le plus faible de PACA mais 36% des contrats de travail sont saisonniers

Une Convention partenariale 2011 / 2013 a été signée sur ce dernier sujet pour la sécurisation des parcours professionnels des saisonniers du département mettant en avant leur formation. L'Etat alloue 150 000 € sur 3 ans, la Région 460 000 €, qui seront mobilisés en fonction des besoins. « *Plus un droit de tirage sur les 6 M€ du plan régional de formation sur 3 ans pour les hors contrats* » précise Joël Giraud.

« *Ce n'est pas une enveloppe commune pour la formation des saisonniers*, spécifie Hugues Parant, *mais la proposition d'un menu commun pour simplifier le guidage du demandeur au travers des différentes structures de formation, chacune gardant son budget propre. Pôle Emploi assume la complexité du système.* »

Le but de la Convention est de faire en sorte que les périodes de travail pour les pluriactifs soient continues grâce à la formation et qu'ils puissent également accéder à des emplois plus qualifiés ! Il s'agit de trouver des outils spécifiques pour que demandeurs et entrepreneurs trouvent ce qu'ils cherchent !

Pour l'émergence de projets la Préfète, Francine Prime, a initié un Forum des Saisonniers à Briançon au printemps et compte renouveler l'expérience sur Gap pour le Sud du département. Elle a également annoncé une grande réunion sur le logement des saisonniers début septembre.

Claudine Fouque

Les services fournis aux entreprises de l'ESS 05

Ces services ne peuvent être que limités pour au moins deux raisons qui se conjuguent :

1. Ils doivent à la fois répondre à de réels besoins et ne pas être couverts par des organisations de l'ESS (fédérations, unions, etc.) en application du principe de subsidiarité en vigueur à l'Udess comme à la Cress.
2. L'Udess 05 dispose encore de peu de moyens.

En 2011, l'Udess 05 a concentré ses forces bénévoles sur

- L'information et la communication
- La création d'un site internet et d'un annuaire
- Les Etats Généraux de l'ESS
- Le 6e forum de l'ESS des Hautes-Alpes

L'information

Créée avec l'Udess 05, la liste de diffusion ESS-Info permet à ses abonnés de recevoir gratuitement, par courriel, les informations au jour le jour qui font l'actualité du monde de l'ESS aux plans national, régional et départemental.
Cet outil de communication a été mis en place par Adelha-Ligue de l'enseignement 05 qui est le principal relai des informations. Les sources sont la presse, les sites spécialisés, la Cress, l'Usgeres.

En complément et à destination du grand public, l'Udess 05 et l'ESS en général ont été l'objet de plusieurs articles dans Le Dauphiné Libéré et interviews par les radios locales.

Le Dauphiné Libéré 25 novembre 2011

ÉCONOMIE Dans les Hautes-Alpes, ils représentent 6 000 salariés, soit 19,1 % des salariés du privé

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire face à la politique de rigueur

HAUTES-ALPES

Après la crise financière de 2007, et à l'heure où la France se demande si elle va pouvoir conserver son "triple A" aux yeux des agences de notation, l'État et les collectivités locales sont naturellement encouragées à la sobriété. Un effort qui, fatalement, laisse craindre une diminution des aides financières accordées aux acteurs du territoire. Notamment celles allouées à certaines entreprises dites d'utilité publique ; quand ce ne sont pas des taxes qui sont sur elles pratiquées. Un phénomène, qui n'est évidemment pas sans conséquences sur la réalité économique et sociale du département des Hautes-Alpes qui profite largement de la forte implantation de cette économie, autrement appelée "sociale et solidaire" (associations, mutuelles et coopératives).

« Si l'économie sociale et solidaire disparaît, c'est tout le département qui dégringole »

Dans les Hautes-Alpes, ce secteur représente environ 6 000 salariés, soit 19,1 % des salariés du secteur privé, selon l'observatoire régional de l'économie sociale et solidaire de la région. Et pourtant : « Aujourd'hui, ces acteurs sont soumis à des réductions de financement, constate Yves Gimbert, président de l'Union départementale de l'économie sociale et solidaire 05. Ce qui a pour conséquence une baisse du nombre de salariés. »

Gérard Davanceau est le directeur de "La petite ourse", une association gapençaise qui aide à la réinsertion par l'emploi. Une cinquantaine de personnes travaille en son sein. Photo/Archives Le DL

Et d'ajouter : « Si l'économie sociale et solidaire disparaît, c'est tout le département qui dégringole. » D'autant que celle-ci participe de l'amortissement de la crise : « Nous, on ne délocalise pas, notre objectif est de valoriser le département, nous voulons continuer à tisser des liens entre les acteurs du territoire. »

« Les associations de services à la personne connaissent de graves difficultés »

Un rôle, précisément joué par les associations, en particulier celles qui proposent des services à la personne. « Celles-ci nous ont alertés sur les graves difficultés qu'elles connaissent actuellement, poursuit le président. Bien souvent, les subventions ont diminué, quand dans le même temps, le contenu de leurs missions a augmenté. »

Autre phénomène récent que déplore Yves Gimbert : « Il y a quelques années, sous l'impulsion du ministre Borloo, ce secteur avait été appelé à un très fort développement, à une forte création d'emplois par le biais de son « ouverture à la concurrence. Cela a complètement désorganisé le monde associatif ». Les associations, qui avaient « un objectif social », se sont vues assigner « un impératif financier. Maintenant que les sociétés privées constatent que c'est un marché qui coûte plus que ce qu'il ne rapporte, elles repartent. »

Par ailleurs, concernant les mutuelles de santé – dont le fonctionnement est différent de celui des associations puisqu'elles ne perçoivent pas de subventions – « on leur fait payer très cher le fait d'être bien gérées », assure Denis Philippe, président de la Mutualité française.

« En trois ans, on est passé de 0 à 13 % de taxe », décidée par l'État, lequel « pensait que nous ne la répercuterions pas sur les adhérents. Aujourd'hui, on a une politique qui taxe la santé et qui montre du doigt le malade. Mais le malade n'y est pour rien ! On cherche à faire des économies sans prendre la mesure de la réalité de la protection sociale et sans faire une réforme qui est pourtant indispensable. »

Guillaume ROSSETTI

"La petite ourse" vit «dans l'attente du budget de l'an prochain»

L'exemple des ADMR : « On fait très attention à nos dépenses »

HAUTES-ALPES

« Aujourd'hui, c'est vrai, on est inquiet, on sait qu'il faut que l'on fasse tous très attention à nos dépenses », témoigne Janine Soulier, présidente de la Fédération des aides à domicile en milieu rural (ADMR). « Mais on est plus inquiet du niveau de vie des personnes chez qui l'on va. »

Les ADMR du département proposent une aide à la vie quotidienne, des actions socio-éducatives, des services de soins à domicile, et participent au développement local. « Depuis deux ans, on sait qu'il y a des contraintes, poursuit la présidente, on essaye donc de réfléchir à des moyens de réaliser des économies. Nous sommes donc vraiment très vigilants sur les frais de fonctionnement de nos structures. »

Malgré cette contraction, les ADMR « font tout pour maintenir le même niveau de service. Notre mission c'est d'être présents sur tout le département et de rendre service aux gens, là où ils se trouvent. »

G.R.

Les ADMR du département proposent une aide à la vie quotidienne. Photo/Archives Le DL

Les aides accordées par le Département « ne devraient pas baisser »

Au conseil général des Hautes-Alpes, on se veut rassurant.

"La cohésion sociale est une compétence obligatoire"

Ce dernier explique que la cohésion sociale est l'une de ses compétences obligatoires : « Elle représente aujourd'hui près de 40 % du budget de fonctionnement du Département avec des politiques en faveur des personnes âgées dépendantes (par le biais du versement de l'Apa), des personnes handicapées, de l'enfance et de la famille ainsi qu'en direction des personnes en difficulté (avec le RSA). L'ensemble de ces compétences ont été fixées par la loi et ne sauraient être remises en cause. »

Le conseil général indique par ailleurs qu'« avec les effets besoins, relayés notamment sur le terrain par les associations (+ 4 M€ entre 2011 et 2012). Face à cette forte évolution et compte tenu de cette compétence obligatoire, le Département a dû malgré tout adapter l'ensemble de ses politiques afin d'y répondre et ce en dépit du gel des dotations de l'État. »

Concernant les aides accordées par le Département pour le maintien à domicile des personnes vulnérables, elles « ne devraient pas baisser en 2012. Les associations de service d'aide à la personne ne devraient pas connaître une baisse d'activité », affirme-t-on encore.

Quant aux "Ressourceries", le Département estime que « leur développement permettrait de redynamiser la vie économique et sociale avec une diat en matière d'aides au fonctionnement de ces "Ressourceries", qui constituent une action phare de l'Agenda 21 ainsi qu'un outil pour le futur plan départemental de gestion et de prévention des déchets. »

"Un effort de maîtrise des dépenses"

Néanmoins, la politique budgétaire du conseil général s'inscrira « dans la droite ligne des orientations budgétaires, à savoir, un effort de maîtrise des dépenses, faire face à toutes les obligations légales et y mettre les moyens correspondants. Pour les dépenses non obligatoires (ou facultatives), application d'une légère baisse des financements et intérêt départemental privilégié. Baisse de l'investissement à une hauteur restant à affiner mais comprise entre 45 et 40 M€. « Du côté de

Le Dauphiné Libéré 26 novembre 2011

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE Le troisième forum régional des Ressourceries avait lieu hier

De plus en plus de structures donnent une autre vie aux déchets

Une soixantaine de personnes de toute la région sont venues échanger et partager leurs expériences sur les ressourceries. Cyrille Berge, acteur relais de la "dynamique régionale des ressourceries en Provence-Alpes-Côte d'Azur", a notamment animé les débats. Photos Vincent OLLIVIER

A la Petite Ourse, on s'est spécialisé dans la tapisserie d'ameublement. Ce fauteuil Voltaire a ainsi été "réanimé" par Christine.

REPÈRES

DANS LES ALPES DU SUD

■ Ressourceries membres du réseau : La Petite Ourse (Gap) ; Aussi (Barcelonnette) ; Ressourcerie de Haute-Provence (Château-Arnoux-Saint-Auban).
- Ressourceries, structures de réemploi : Le Nez au vent (Laragnais) ; L'Envolée (Sisteron).
- Ressourceries en projet : CPIE Haute-Durance (structure qui sera implantée à Saint-Martin-de-Queyrières) ; Smictom intercommunal Embrunais- Savinois.

DANS LA RÉGION

■ Neuf ressourceries sont en activité (contre 4 en 2009), correspondant à environ vingt emplois en CDI et plus de 80 en contrats aidés.
« Aujourd'hui, il n'y a plus de difficulté à convaincre de l'intérêt d'une ressourcerie », a noté Cyrille Berge, relais

Création du site internet www.udess05.org

Christian Brun, président des PEP 05, a intégré le CA et élu au bureau de l'Udess en tant que trésorier. Utilisateur averti d'internet, il a été mandaté par le CA pour créer le premier site de l'Udess 05 afin d'y installer les renseignements de base.

Cette démarche a permis de créer l'adresse udess05@udess.org

Permanences prud'homales

Ce service n'a pas vocation à remplacer les prestations d'un spécialiste du droit social (avocat, conseil juridique) ni celles des syndicats d'employeurs.

Avec ses trois conseillers prud'hommes, l'Udess 05 peut aider tout employeur de l'ESS à évaluer un litige (possible ou avéré) et/ou à prendre des mesures de prévention.

Encore méconnu, ce service n'a été sollicité qu'à deux reprises en 2011.

L'ANNUAIRE PROFESSIONNEL DE L'ESS 05

En conclusion de son rapport de stage (printemps 2010), Annik Rivet avançait quatre préconisations retenues comme pistes de travail :

1. Créer un annuaire de l'ESS 05
2. Travailler sur les principes de l'ESS afin de (re)définir le lien entre les acteurs
3. Prendre toute sa place dans la société
4. Se doter d'outils d'information et de communication

En 2011, le CA a accueilli (dans les locaux de l'Adrets) une nouvelle stagiaire, Sophie Lagarde, étudiante à Clermont-Ferrand, en licence professionnelle management des organisations, « Gestion des Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire ». Le directeur de stage était Jean Horgues-Debat, administrateur de l'Udess 05. Un comité de pilotage issu du CA (et avec l'appui de la Cress) assurait le suivi du projet. Chargée de la mise en place d'un annuaire des entreprises de l'ESS 05, Sophie Lagarde a parfaitement rempli sa mission. Le choix de **sagess.pro** s'est rapidement imposé. http://www.sagess.pro/

sagess.pro est un **réseau social, réservé aux professionnels de l'ESS en Paca**. L'inscription et son utilisation sont gratuites. Développé par la Cress Paca depuis novembre 2010, cet outil de développement stratégique propose trois principaux services :

- le **réseau social** d'entreprises de l'ESS : partage d'actualités, moteur de recherche ciblé (secteur d'activités, statut, département…) et outil messagerie sont au service des entreprises de l'ESS pour favoriser leurs échanges ;
- la **veille économique ciblée**. Les entreprises sont informées des différentes opportunités du secteur (appel à projets…) ;
- une **cartographie interactive**. Afin de mieux connaitre son territoire, le site propose un moteur cartographique.

Sous l'impulsion de Sophie Lagarde, **60 entreprises des Hautes-Alpes** se sont inscrites.
Des **évolutions techniques** sont apparues nécessaires pour développer son utilisation par les entreprises et par l'Udess. La demande a été faite à la Cress Paca qui, pour des raisons budgétaires, ne l'a pas encore satisfaite.

Les Etats Généraux de l'ESS

Le Dauphiné Libéré 13 avril 2011

ÉCONOMIE Un forum régional se tiendra à l'Argentière-la-Bessée le 5 mai

Faire entendre "le rôle grandissant" de l'économie sociale et solidaire

GAP

Ce lundi matin, dans les locaux gapençais de la Mutualité française Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'est tenue la réunion de lancement des actions haut-alpines dans un vaste programme régional lié à l'économie sociale et solidaire (ESS).

L'objectif : mettre en avant le poids de l'ESS dans l'économie générale, ses résultats en cohésion sociale, ses apports en solutions différenciées à l'efficacité avérée. Ce programme local préfigure les thèmes de travail du forum régional du 5 mai au Foyer culturel de l'Argentière-La-Bessée aux mêmes préparatoires aux prochains états généraux qui se tiendront les 17, 18, 19 juin au centre de conférence "Palais Brongniart" à Paris.

Le collectif organisateur du forum régional de l'économie sociale et solidaire, qui aura lieu le 5 mai à l'Argentière-La-Bessée. L'économie sociale et solidaire concerne un emploi sur cinq dans les Hautes-Alpes.

REPÈRES

AU PROGRAMME

■ Programme des réunions :
- mercredi 13 avril dans les locaux de la Mutualité française, 10, rue Cyprien Chaté à Gap de 10h à 12h30 ;
- jeudi 14 avril à la salle des fêtes de Mison de 10h à 16h30 ;
- vendredi 15 avril de 18h à 20h30 au Château de Chorges à Gap ;
- jeudi 5 mai à l'Argentière-La-Bessée : forum régional de l'économie sociale et solidaire de 16h45 à 20h30 au foyer culturel,
- 17, 18 et 19 juin à Paris. États généraux de l'ESS.

UN EMPLOI SUR CINQ DANS LES HAUTES-ALPES

■ 155 800 emplois sur la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit 9,6 % des salariés en progression de 2,9 % par an. La région est au 3e rang.

Le Dauphiné Libéré 3 mai 2011

COUP DE FIL À...

HUGUES GUILLORY

Délégué général de l'Adelha - Ligue de l'Enseignement Alpes du Sud

Les Hautes-Alpes, exemplaires en économie sociale et solidaire

■ Vous êtes l'une des chevilles ouvrières de l'économie sociale et solidaire (ESS). Quel est votre parcours dans ce mode de fonctionnement ?

C'est une idée humaniste des rapports humains et économiques qui date de Jean Macé vers 1866. Dans ma Bretagne natale du côté de Saint-Malo, ce sont des idées qui ont toujours été présentes. Mes études universitaires et mes engagements associatifs m'ont conforté dans la croyance que l'éducation à la citoyenneté pouvait à la fois porter l'économie et les valeurs humanistes. Arrivé dans le 04 au sein de la Ligue d'Enseignement, j'ai ensuite pris la direction de l'Adelha des Hautes-Alpes pour mettre en pratique ces idées à la fois intemporelles et novatrices par les temps qui courent.

■ Vous serez l'un des portes paroles régionaux aux assises de Paris en juin. Quel sera votre fil conducteur ?

L'exemplarité unique du département haut-alpin en ESS vécue au quotidien en partenariat avec autant de structures différentes et ce depuis 5 années. Economie, emploi, mobilité, logement, culture, sport, consommation, santé, prévoyance, ces thèmes sont au cœur du dispositif haut-alpin pour une économie de proximité au service des hommes de ce territoire et d'ailleurs. Notre bilan prouve l'efficacité des initiatives portées par nos innovations socio économiques. A nous de convaincre les décideurs de tout bord, de faire entendre cette voie entre public et privé, et entrer délibérément dans une économie plus humaine.

Les objectifs de ces Etats généraux organisés sur tout le territoire national par Le Labo et les Cress notamment, étaient de

- prouver l'efficacité des initiatives portées par les modèles socio-économiques de l'économie sociale et solidaire qui concilient esprit d'entreprise, gouvernance démocratique, gestion éthique, propriété collective, ancrage territoriale et mobilisation de ses parties prenantes ;
- démontrer en quoi un changement de modèle de développement économique est possible ;
- susciter une volonté de changement pour inciter les citoyens à se réapproprier l'économie.

En région Paca, avec la forte implication du Conseil régional et des territoires, des tables citoyennes et six forums thématiques départementaux ont produit des cahiers d'espérances pour une autre économie.

Les tables citoyennes
organisées par les territoires haut-alpins :

Les réponses de l'ESS à la fragilité économique des acteurs culturels	ADRETS / COODYSSEE	à Gap 30 mars 2011
Visiocommunication et services	ADRETS	Multiplex (Gap, Avignon, Digne…) 12 avril 2011
Offre de soins & accès aux soins	Mutualité Française (antenne 05) / CRESS PACA	à Gap 13 avril 2011
Table ronde des services en Sisteronais-Buëch	Pays Sisteronais Buëch / ADRETS	à Mison 14 avril 2011
Itinérance et ESS	ADELHA-Ligue de l'enseignement 05	à Gap 15 avril 2011

Le forum départemental « *Mobilité & aménagement du territoire* »

Mercredi 11 mai 2011 — Le Dauphiné Libéré

BRIANÇONNAIS

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE Jeudi dernier à L'Argentière-la-Bessée

Un grand forum pour promouvoir une autre économie

Les échanges ont été fructueux entre les différents participants à ces états généraux de l'économie sociale et solidaire.

Les états généraux de l'économie sociale et solidaire se sont déroulés jeudi à L'Argentière-la-Bessée. Avec près de 1 500 invitations envoyées c'est environ 10 % de participants qui étaient présents. Ce forum filmé par 3 plateaux TV participatifs était diffusé en ligne et en live avec des débats d'internautes.

Il s'agit là d'une campagne nationale relayée sur l'ensemble du territoire régional pour constituer une force politique crédible. Cette initiative soutenue par la Région Paca s'appuie sur des "cahiers d'espérance" construits collectivement à l'occasion des tables rondes citoyennes visant à favoriser l'émergence de propositions concrètes, originales et réalistes, liées aux préoccupations quotidiennes des citoyens et répondant à leur aspiration à un autre mode de développement.

C'était là le 6e et dernier forum thématique avec comme sujet principal la mobilité et l'aménagement du territoire. La synthèse nationale de ses états généraux aura lieu du 17 au 19 juin prochains au Palais Brongniart à Paris.

Quels enjeux de ce forum ?

L'enjeu de ces états généraux est de convaincre les citoyens de l'utilité et de la crédibilité des organisations de l'ESS et d'influencer les décideurs ; de peser dans le débat public, notamment à l'occasion des prochaines élections nationales pour que la France se donne un réel plan d'actions pour créer un environnement favorable au développement de l'ESS.

Après l'ouverture officielle du forum par Joël Giraud, vice-président du conseil régional Paca à l'action régionale pour le massif alpin, celui-ci a laissé place à Yves Guimbert président de l'Udess 05 pour la présentation des états généraux.

Manon Lambert quant à elle a présenté les chiffres clés (lire ci-dessous).

S'en sont suivies différentes interventions et ateliers tels que s'indigner, témoigner/faire la preuve et proposer autour de différents sujets toujours en rapport avec la mobilité et l'aménagement du territoire.

Il en est ressorti "qu'ensemble on est plus fort que chacun pour soit", qu'il faut mutualiser les moyens et s'adapter aux contraintes de la Montagne et qu'il faut sortir de l'individualisme.

La mobilité dans les Hautes-Alpes est une des plus grandes difficultés d'accès à l'emploi à laquelle il faut remédier par de nouveaux services ou modes de transports et par une continuité de l'aménagement des services de proximité.

LES CHIFFRES-CLÉS

La région Paca est au 3e rang français en nombre d'emplois dans l'économie sociale et solidaire avec près de 156 000 emplois salariés. Cela représente 9,6 % des salariés de la région. Au niveau des Hautes-Alpes cela représente 1 881 entreprises dont 616 entreprises employeurs. Avec près de 6 300 emplois, les Hautes-Alpes est le 1er département de la région en poids de l'économie sociale et solidaire, soit 19 % de l'emploi du département.

Cette grande réunion des acteurs de l'ESS (une première dans le Nord du département) a parfaitement rempli ses objectifs :

- débattre des propositions pour le développement de l'ESS, issues des tables citoyennes
- adopter les propositions prioritaires des **cahiers d'espérances**.

Toutes les productions sont accessibles sur le site dédié WWW.ETATSGENERAUXESSPACA.ORG

Le rendez-vous national au **Palais Brongniart**, les 17, 18 et 19 juin, a produit une prise de position commune sur le contenu d'un plaidoyer massif en faveur de l'économie sociale et solidaire. Yves Gimbert y représentait l'Udess 05.

Le 6e Forum de l'ESS des Hautes-Alpes

Le lancement du Mois de l'ESS dans les Hautes-Alpes a pris la forme d'un point presse au cours duquel le programme de l'édition 2011 a été présenté :

- 18 nov. à la MJC de Briançon, soirée débat à l'initiative de l'ADCSB *« L'ESS quelle réalité sur le Grand Briançonnais ? »*
- 25 nov. au CG à Gap, 3e forum régional des *« Ressourceries »*
- 29 nov. au CG à Gap, 6e forum départemental de l'Udess 05 *« Forces et faiblesses de l'économie sociale et solidaire en matière d'emploi »*

Le Dauphiné Libéré 17 novembre 2011

DÉVELOPPEMENT DURABLE Des conférences et tables rondes dès demain

L'économie sociale et solidaire veut créer le débat

BRIANÇON/GAP

La nouvelle édition du Mois de l'économie sociale et solidaire est l'occasion de placer ce secteur sous les feux de l'actualité.

Pour Yves Gimbert, président de l'Union départementale de l'économie sociale et solidaire (Udess), « il est important de rappeler que l'économie sociale et solidaire est très implantée sur le département. Elle représente 19.2 % du secteur privé (environ 6 000 salariés). » Et d'ajouter : « Il faut se rendre compte que si celle-ci disparaît, c'est tout le département qui dégringole avec elle. Une fois encore, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, nous avons voulu nous réunir pendant un mois pour promouvoir ensemble une autre façon de penser les bénéfices des entreprises, pour redonner du dynamisme aux projets basés sur le collectif. »

Claudine Quéro, Chantal Tourneux, Denis Vandenbavière, Yves Gimbert, Dorothée Paulin, Bernard Zaneboni et Alain Fromont, membres de l'Udess et représentants d'entreprises ont présenté les différents débats et forums organisés dans le cadre du Mois de l'économie sociale et solidaire.

Comment ces associations s'inscrivent dans leur territoire

Ainsi, dès demain, à Briançon, de 20 h 30 à 22 heures, à la Maison des jeunes et de la culture, le grand public et les porteurs de projets sont invités à participer à une soirée qui mettra six associations au centre d'un débat autour d'un thème : l'économie sociale et solidaire, quelle réalité sur notre territoire ? « L'idée de cette soirée est d'amener ces associations à expliquer comment elles s'inscrivent sur leur territoire », explique Dorothée Paulin, présidente de la Ligue de l'enseignement des Hautes-Alpes. Des intervenants extérieurs seront également présents pour faire par t de leurs expériences.

« La gestion des déchets est un enjeu considérable »

À Gap, le 25 novembre, de 9 h à 16 heures, le 3e forum régional des "Ressourceries" Paca prendra place dans la salle du conseil général. Il durera toute la journée. Ce sera l'occasion d'échanger autour de la prévention des déchets et de découvrir -ou de redécouvrir- le concept de " Ressourcerie".

De même, tout sera mis en place pour répondre aux interrogations des porteurs de projets et des collectivités qui envisagent d'implanter une Ressourcerie sur son territoire. « Aujourd'hui, toutes les collectivités sont confrontées au problème des déchets, on ne peut plus se contenter de faire un trou dans la terre et de le refermer ; la gestion des déchets est un enjeu considérable qu'il faut savoir regarder en face », ajoute Yves Gimbert.

La place laissée à la critique...

Enfin, le 29 novembre, de 9 h 30 à 16 h 30, toujours à l'hôtel du département, le 6e forum de l'ESS des Hautes-Alpes organisé par l'Udess laissera la place à la critique.

« Il va y avoir des prises de positions qui ne seront pas forcément consensuelles, prévient Yves Gimbert. C'est d'ailleurs notre but. Nous voulons nous interroger sur nos forces et nos faiblesses : est-ce que l'on paye assez bien nos employés ? Le dialogue social est-il suffisamment implanté au sein de nos entreprises ? Répondons-nous suffisamment aux demandes de formation de nos employés ? »

Par-delà les temps impartis aux témoignages et aux échanges -qui toute la journée donneront à penser sur ces questions-, l'objectivité d'une étude sur l'ESS conduite par Nadine Richez-battesti, directrice du Master RHESS de l'université de la Méditerranée, devrait mettre en lumière avec réalisme, les avantages, les déficits et les contradictions d'une économie qui manifestement, toujours, se cherche.

Guillaume ROSSETTI

POUR EN SAVOIR PLUS
Udess, 2 avenue Lesdiguières à Gap.
Tél. 04.92.52.19.91.

Programme

9h30 Accueil des participants

9h45 Propos d'ouverture

10h00 Conférence : " Quelle qualité de l'emploi dans l'ESS ? "
intervention de Nadine Richez-Battesti, Directrice du Master RH ESS, Université de la Méditerranée, LEST-CNRS

10h45 Echanges avec la salle

11h00 Statistiques de l'emploi dans l'ESS des Hautes-Alpes présentées par ***Manon Lambert***, Observatoire de l'ESS Paca

11 h 30 Témoignages de dirigeants d'entreprises de l'ESS 05

12 h 15 Fin de la matinée - Pause

12h30 Buffet (offert aux participants)

13 h 30 Témoignages de dirigeants d'entreprises de l'ESS 05

14 h 00 Table ronde : "Quelle politique de l'emploi dans l'ESS ?"
avec des représentants d'organisations impliquées dans l'emploi :
Jacques Colomines, directeur de l'UT 05 de la Direccte
Michel Faure, président de la Cress Paca
Philippe Cottet, secrétaire départemental de la CGT
Emmanuel Boutterin, administrateur national de l'Usgeres
*Animation : **Marc Lourdaux***

16 h 15 Synthèse de la journée

16 h 30 Clôture

Nadine-Richez-Battesti

Le président du CG
Jean-Yves Dusserre

Manon Lambert

Brigitte Nectoux assurait le fil rouge

Michel Faure (Cress), Jacques Colomines (Direccte),
Philippe Cottet (CGT), Yves Gimbert (Usgeres)

Le mot de la fin revenait à deux étudiants questionnés par Benoit Pironneau

Des vidéos consultables sur le site de l'Udess 05 ont été réalisées cette année :

- « les virgules », des témoignages filmés avant le forum qui ont alimenté les débats
- les temps forts du 6e forum pour découvrir ou revivre le déroulement de la journée

Les témoins : Laurence Allix (Mutuelles de France), Pascale Tonda et Jean-Claude Bontron (ACSSQ)

François Bach (Fondation Edith Seltzer)

Un nouveau plan d'action 2012-2013

En vue de poursuivre et d'amplifier ses objectifs, particulièrement le soutien aux entreprises, à leur développement économique en proximité avec le territoire et ses différentes parties prenantes (collectivités locales, PME, TPE...), le CA du 20 décembre a adopté le nouveau plan d'action :

Promotion et développement
de l'économie sociale et solidaire
sur le territoire des Hautes-Alpes

Les demandes de financement ont été transmises

- à l'Etat et à la Région, dans le cadre du FNADT,
- au Conseil général, dans le cadre des subventions de fonctionnement aux associations œuvrant dans le domaine du développement économique

Dans le prolongement du 6e forum qui était centré sur la qualité de l'emploi dans l'ESS, il est prévu notamment

- l'organisation de journées de formation sur la **gouvernance**, le **management** et le **financement** des entreprises de l'ESS,
- la mise en place de dispositifs visant à améliorer la **gestion des contrats aidés** et **l'insertion des salariés de l'IAE dans les entreprises ordinaires**,
- la co-construction d'un **pôle territorial de coopération économique**.

Pour réaliser ce nouveau plan d'action, l'Udess 05 doit se doter de moyens permanents aux plan matériel et surtout humain avec

- l'installation dans des **locaux** loués en son nom propre,
- l'emploi d'un **chargé de mission** à plein temps.

Udess 05		PLAN D'ACTION 2012 - 2013		CA du 20 décembre 2011
OBJECTIFS / FONCTIONS	RAPPEL DE L'OBJET (art 2 des statuts)	OBJECTIFS OPERATIONNELS	ACTIONS EN COURS	NOUVELLES ACTIONS ADOPTEES PAR LE CA sur proposition de la commission projet
REPRESENTATION	Affirmer la présence de l'économie sociale et solidaire dans les Hautes-Alpes en assurant une mission générale de représentation de l'ESS Représenter les employeurs, les entreprises de l'économie sociale et solidaire du 05 Etre (*force de proposition et*) interlocuteur auprès des services de l'État et des collectivités locales	Siéger dans : › les instances territoriales liées à l'économie et à l'emploi › les instances régionales de l'économie sociale › au Conseil des prud'hommes	Participations de l'Udess 05 : * CPID 05 - Commission Paritaire Interprofessionnelle Départementale * Conférence économique départementale * CESEC - Conseil Economique Social Environnemental Citoyen de Briançon * CDIAE - Comité départemental de l'insertion par l'activité économique * Maison de l'Emploi des Htes Alpes * Mission Jeunes 05 * CRESS Paca * Conseil de Prud'hommes de Gap	› Poursuivre et développer les fonctions de représentation (notamment dans les CDD des 4 PAYS des Hautes-Alpes) et d'interlocution/proposition avec l'État et les collectivités territoriales › Renforcer les complémentarités et la coopération avec la CRESS › Organiser la présence de l'Udess 05 au Gest 05 et dans les groupes de travail ponctuels avec les partenaires
PROMOTION COMMUNICATION	Assurer la promotion et la diffusion des principes de l'économie sociale et solidaire Etre force de proposition (*et interlocuteur*) auprès des services de l'État et des collectivités locales	*Rencontrer les élus et les représentants de l'Etat de la Région, département et des collectivités locales *Assurer une communication externe et interne et promouvoir : l'ESS (chiffres et organismes) / les missions de l'Udess / les innovations de l'ESS / les valeurs de l'ESS	Rencontre des élus et des fonctionnaires dans le cadre des instances / Forum de l'ESS 05 : réflexion, échanges, valorisation des pratiques / Courriels d'information et de veille documentaire spécifique ESS / Mise en place du réseau social des entreprises sagess.pro / Création du site internet www.udess05.org	› Organiser des rencontres avec les élus sur les territoires › Améliorer et enrichir le site internet › Créer une newsletter › Développer l'utilisation du réseau social sagess.pro › Produire des communiqués de presse sur des sujets d'actualités › Organiser une campagne d'adhésion et son suivi › Réaliser deux kakemonos, rééditer des flyers › Professionnaliser la préparation du 7e forum de l'ESS 05
SOUTIEN DEVELOPPEMENT	Créer des synergies entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire des Hautes-Alpes Aider ses adhérents à être des acteurs du développement local et durable Etre force de proposition (et interlocuteur) auprès des services de l'État et des collectivités locales	Créer les conditions de <u>coopération économique</u> interne et externe à l'ESS Améliorer la <u>qualité de l'emploi</u> ; Améliorer la gouvernance, le management et le dialogue social Défendre et promouvoir le <u>modèle économique</u> Outiller les acteurs ESS Capitaliser les expériences et les diagnostics	Organisation de formations Organisation du 6e forum sur le thème de la qualité de l'emploi Accueil et conseil juridique	Porter le projet de création d'un <u>Pôle territorial de coopération économique</u> PTCE 05 Porter le projet "Passerelle" en faveur des salariés en insertion Obtenir la création d'une instance de concertation pour la gestion des <u>contrats aidés</u> Organiser des journées de <u>formation</u> pour les dirigeants bénévoles et salariés Relayer sur le territoire les actions de l'Usgeres et de la Cress Renforcer le <u>conseil pour la prévention</u> des conflits du travail Organiser des réunions d'information (petits déj) et des journées de formation pour les dirigeants des entreprises de l'ESS (le "juste prix", les financements, la trésorerie, les CPO, les relations avec élus locaux, la mutualisation, la "coopétition"...)

Acronymes

ACSSQ	association culturelle, sociale et sportive du Queyras
ADEC	action de développement de l'emploi et des compétences
Adelha	association développement éducation laïcité Hautes-Alpes
Adrets	association pour le développement en réseau des territoires et des services
ESS	économie sociale et solidaire
AEES	association des employeurs de l'économie sociale regroupant l'Usgeres, le Gema et l'Unifed
CDIAE	comité départemental de l'insertion par l'activité économique
CPH	conseil de prud'hommes
CPID 05	commission paritaire interprofessionnelle départementale
Cress	chambre régionale de l'économie sociale et solidaire
Direccte UT 05	direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi – unité territoriale 05
GEA	gestion des entreprises et des administrations
Gema	groupement des entreprises mutuelles d'assurances
Gest 05	groupement des entreprises pour la santé au travail
GIP	groupement d'intérêt public
GPEC	gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
IUT	institut universitaire de technologie
L'ESPER	l'économie sociale partenaire de l'école de la République
Les PEP 05	les pupilles de l'enseignement public
MDE	maison de l'emploi
OPCA	organisme paritaire collecteur agréé (par l'État)
RPS	risques psycho-sociaux
SPEL	service public de l'emploi local
Ugem	union des groupements des employeurs mutualistes
Unifed	union des fédérations et syndicats nationaux d'employeurs sans but lucratif du secteur sanitaire, médico-social et social
UPE 05	union pour l'entreprise
Uriopss	union régionale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (à but non lucratif)
Usgeres	union de syndicats et groupements d'employeurs représentatifs dans l'économie sociale